



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 10/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BLANCHON SA

Usine de La Gourdière
73330 Domessin

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement BLANCHON SA implanté Usine de La Gourdière 73330 Domessin. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale relative au suivi des émissions de Composés Organiques Volatils (COV).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLANCHON SA
- Usine de La Gourdière 73330 Domessin
- Code AIOT : 0006104388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe BLANCHON est spécialisé dans la fabrication de produits de finitions, de protection et de peintures de spécialités. Il dispose de 2 implantations en Savoie :

- Belmont Tramonet: site de production et centre de stockage et de distribution des produits finis ;
- Domessin: site de production.

L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement implantées sur le site de Domessin est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 30/01/2004.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations rappelle que l'exploitant a supprimé au cours des dernières années les effluents industriels (eaux de process et eaux de refroidissement) liés aux installations de son site de Domessin et que les rejets résiduels sont désormais uniquement liés à la récupération des eaux pluviales et au lavage des cuves (cf. rapport du 19/03/2023 relatif à la visite d'inspection du 13/03/2023).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative des ICPE	AP du 30/01/2004, annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Surveillance des rejets - mesure	AM du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Respect des VLE	AP du 30/01/2004, article 2 point 3.2 et annexe 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de gestion des solvants (PGS)	AM du 02/02/1998, article 28-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Modification des installations	AP du 30/01/2004, article 1 ^{er} point 3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Canalisation des émissions	AM du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Émissions diffuses	AM du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
4	Traitement des fumées	AM du 02/02/1998, article 19	Sans objet
8	Fiche des données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31/35/37-5	Sans objet
9	Stockage	AP du 30/01/2004, article 2 point 4.8.2	Sans objet
10	Produits dangereux - Connaissance et étiquetage	AP du 30/01/2004, article 2 point 6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a une bonne connaissance de ses installations implantées sur le site de Domessin. La surveillance des émissions de Composés Organiques Volatils (COV) est un sujet maîtrisé par l'exploitant mais il est tout de même attendu des actions correctives de sa part, en particulier à propos du programme de surveillance des rejets atmosphériques et de l'établissement d'un plan annuel de gestion des solvants.

Au vu des constats réalisés lors de cette visite d'inspection et des informations recueillies au cours de la précédente visite, une révision des prescriptions réglementaires applicables pourrait être

envisagée au travers d'un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires afin de prendre en considération la mise à jour de la situation administrative de l'établissement et des modifications apportées par BLANCHON au cours des dernières années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, annexe 1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Tableau des installations classées pour la protection de l'environnement de l'établissement.
<p>Constats :</p> <p>La situation administrative ICPE de l'établissement de Domessin a été décrite au travers de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 30/01/2004.</p> <p>Pour rappel, une actualisation du classement ICPE de l'établissement avait été réalisé dans le cadre de la visite d'inspection du 24/01/2013. Il avait en particulier été mis en avant les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1450-2-a : déclaration de cessation d'activité le 31/03/2010 ; • 1433-B-b : arrêt de l'activité depuis 2007 et déclaration de cessation d'activité le 31/12/2010 ; • 2915-2 : cessation non déclarée (ancienne activité liée à l'arrêt de l'installation de mélange à chaud le 31/12/2010). Il avait en particulier été rappelé à l'exploitant qu'il devait notifier la cessation de cette activité, conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, en indiquant qu'il n'utilisait plus de procédé de chauffage. <p>Par courrier du 09/05/2016, l'exploitant a réalisé une déclaration de l'antériorité de ses activités suite aux modifications apportées à la nomenclature des ICPE dans le cadre de la transposition de la directive européenne SEVESO 3. Par courrier du 24/09/2018, l'inspection des installations classées avait transmis à l'exploitant un tableau de classement ICPE actualisé annulant et remplaçant le tableau figurant à l'annexe 1 de l'arrêté susvisé.</p> <p>Par courriel du 25/09/2024, l'exploitant a apporté des précisions à propos de la rubrique 2915-2 (cf. informations ci-avant) et à propos de la rubrique 2564 (procédé de nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces non réalisé sous vide, classement sous la rubrique 2564-1-c en lieu et place de la rubrique 2564-2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il aurait dû notifier la cessation de l'activité classée au titre de la rubrique 2915-2.</p> <p>La rubrique 1978 de la nomenclature des ICPE a été créée par le décret n°2019-1096 du 28/10/2019. Cette rubrique est relative aux installations et activités utilisant des solvants organiques mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24/10/2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution). L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner quant au classement de ses activités au titre de cette rubrique. Une attention particulière devra être portée par BLANCHON à propos des seuils de consommation et des valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 13/12/2019.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Captation et canalisation des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il existe au total 11 points canalisés de rejets atmosphériques sur le site de Domessin et a précisé que la liste de ces points de rejets est disponible dans le dernier rapport relatif à la surveillance des émissions atmosphériques (rapport SOCORAIR suite au contrôle inopiné réalisé en avril 2019). Les points de rejets sont implantés au droit des bâtiments M2, M3, M4, P et V3. Ils correspondent aux points de ventilation mécanique de ces bâtiments. L'exploitant a présenté un plan de masse de l'établissement afin de préciser l'implantation de ces points de rejets atmosphériques. Ce document a été mis à jour à l'issue de la visite d'inspection et a été transmis par courriel le 23/09/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc ;) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Les produits sont stockés dans des cuves enterrées (résines et solvants majoritaires) au droit des 2 zones de dépotage de l'établissement ou au niveau du bâtiment S dans des contenants fermés (GRV ou fûts). La ventilation des bâtiments est assurée par des équipements mécaniques (cf. point de contrôle précédents - 11 points de rejets) ou de façon naturelle. La visite d'inspection n'a pas conduit à constater la présence d'ancien produit non utilisé ou d'odeur marquée de solvant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
Constats : L'exploitant a indiqué que les 11 points de rejets atmosphériques de l'établissement ne disposent pas d'un système de traitement des fumées (pas de traitement des COV en particulier). Il a précisé que certaines zones de l'établissement sont cependant pourvues de dispositifs de captation des poussières (filtres).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a indiqué que les dernières mesures de surveillance des émissions atmosphériques de l'établissement ont été réalisées par le prestataire SOCORAIR dans le cadre d'un contrôle inopiné en 2019. Il a précisé que l'établissement de Domessin ferait l'objet d'un nouveau contrôle inopiné en 2024 (les points de rejets accessibles sans nacelle ont déjà été contrôlés, les autres points de rejets seront contrôlés d'ici la fin de l'année lors d'une seconde intervention du prestataire). L'exploitant a indiqué que le contrôle des émissions atmosphériques portait uniquement sur le paramètre COV et qu'il n'y avait aucune autre surveillance particulière des émissions atmosphériques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels s'appliquent également aux installations de l'établissement en plus des prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 31/01/2004 et qu'il y a lieu de prendre en considération les prescriptions les plus contraignantes. L'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter est peu détaillé à propos de la surveillance des émissions atmosphériques (article 2 point 3 et annexe 3) mais la fréquence de surveillance des

<p>émissions atmosphériques est prescrite au travers de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ou encore au travers de l'article 6.4 l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564.</p> <p>L'exploitant doit réaliser une synthèse des différentes prescriptions applicables aux installations du site de Domessin afin d'établir un plan de surveillance des émissions atmosphériques (fréquence de surveillance, paramètres suivis, valeurs limites d'émission). Ce plan de surveillance doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 2 point 3.2 et annexe 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : Tableau des valeurs limites d'émission de l'installation
Constats : L'exploitant a présenté le rapport établi par SOCORAIR dans le cadre du contrôle inopiné réalisé en 2019. Ce document indique que la valeur limite en concentration pour le paramètre COV est respectée pour l'ensemble des 11 points de rejets de l'établissement. Le rapport précise que cette VLE est prise égale à 110 mg/Nm3 en cohérence avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 30/01/2004 et celles de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cohérence avec le point de contrôle précédent, l'exploitant doit justifier la valeur limite d'émission en concentration retenue pour le paramètre COV dans le cadre de la surveillance des émissions atmosphériques de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant a présenté le document qu'il établit et transmet chaque année, dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes via GEREP, afin d'évaluer les émissions de COV. Il a précisé que le document utilisé avait fait l'objet d'une validation par l'ADEME et par la fédération

professionnelle FIPEC (Fédération des Industries des Peintures, Encres, Couleurs, Colles et adhésifs, Résines).

Le document relatif à l'année 2023 met en avant les points suivants :

- quantité totale annuelle de solvants utilisés: 825 tonnes ;
- quantité totale annuelle de solvants émis: 3 tonnes ;
- pourcentage d'émissions totales: 0,36 % soit une valeur inférieure à la valeur limite de 1% prescrite au travers de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la méthodologie mise en oeuvre pour évaluer les émissions de COV : fabrication des produits x 6 classes (tonnage de produits finis fabriqués, composition en solvants incorporés, processus de fabrication, phase de dispersion, phase de conditionnement), citernes de stockage en fonctionnement, lavage au solvant des équipements; déversements accidentels, pompes/raccords/vannes).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter le document relatif à l'évaluation des émissions de solvants de façon à répondre aux attendus réglementaires d'un plan de gestion des solvants tels que définis au travers du guide INERIS du 22/02/2009. Il est en particulier attendu de l'exploitant qu'il détermine, au delà- des émissions totales de COV, les différents paramètres I_i et O_n suivants et qu'il démontre que le bilan de matières entrants/sortants est bien équilibré:

- I1: solvants achetés et utilisés;
- I2: solvants régénérés en interne;
- O1: rejets canalisés;
- O2: rejets aqueux;
- O3: pertes dans les produits finis;
- O4: émissions non captées;
- O5: solvants détruits;
- O6: pertes dans les déchets;
- O7: solvants vendus
- O8: solvants récupérés destinés à être régénérés en externe;
- O9: solvants libérés d'une autre manière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Fiche des données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31/35/37-5

Thème(s) : Produits chimiques,

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une FDS.

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Les FDS des produits présents sur le site de Domessin sont disponibles au format numérique sur

<p>l'outil de stockage central informatique du groupe BLANCHON. La gestion de ces documents (disponibilité, actualisation, etc.) est assurée directement au niveau du siège du groupe par une équipe de 4 personnes en charge de la réglementation. L'exploitant a précisé qu'une campagne d'actualisation de l'ensemble des documents est réalisée tous les 2 ans auprès de l'ensemble des fournisseurs dans le but de disposer de la version la plus récente pour chacune des FDS.</p> <p>Un contrôle par sondage a été réalisé pour la FDS du produit EXXSOL D40 (version de décembre 2022) qui est un des produits majoritairement utilisés sur le site de Domessin. Les conditions de stockage ont en particulier été analysées. Les constats réalisés en salle puis sur le terrain n'ont pas appelé pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 2 point 4.8.2
Thème(s) : Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir ; • 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage des produits est essentiellement réalisé au sein du bâtiment S implanté à l'Est du site, dans des GRV ou dans des fûts conditionnés sur des racks. Les dispositifs de rétention sont assurés sur le site de Domessin directement par les dispositions constructives de l'ensemble des bâtiments, associées à différentes cuves enterrées. L'implantation des cuves enterrées est représentée sur le plan de masse de l'établissement.</p> <p>La zone de dépotage des résines et la zone de dépotage des solvants sont également pourvues d'une rétention associée à une cuve de stockage enterrée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Produits dangereux - Connaissance et étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 2 point 6.2.1
Thème(s) : Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les FDS sont à leur disposition.</p> <p>[...]</p> <p>Dans chaque installation ou stockage leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.</p> <p>[...]</p>
Constats :

La vérification de ce point de contrôle n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2004, article 1er point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les visites d'inspection de l'établissement réalisées en mars puis en septembre 2024 ont permis de constater que des modifications avaient été apportées par BLANCHON aux installations qu'il exploite sur son site de Domessin, en particulier dans le cadre de la suppression des effluents industriels (eaux de process et eaux de refroidissement). Les prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral portant autorisation de 2004 n'ont par contre pas fait l'objet d'une révision.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un dossier de porter à connaissance relatif à l'ensemble des modifications apportées aux installations qu'il exploite sur son site de Domessin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois